
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CLXXV.

Du Samedi 2 Janvier 1790.

Suite de la Séance de Jeudi.

UNE des réformes les plus délicates dont l'assemblée nationale doit encore s'occuper pour le bonheur des peuples, est celle des pensions. Elle donnera lieu à des discussions intéressantes, soit sur l'inégale distribution des bienfaits de l'état entre les militaires qui l'ont servi, soit sur les usurpations de l'intrigue & de la faveur.

M. l'abbé Mauri reconnoissant d'abord que les pensions étoient la partie la plus arbitraire des gouvernemens, a débuté par ce trait si connu de Montesquieu : *Si les courtisans jouissent des largesses des rois, le peuple jouit de leur refus.*

M. l'abbé a fait ensuite le tableau des bienfaits qu'un grand empire doit répandre ; mais cette figure oratoire n'a pas été approuvée.

« Nous ne devons pas être surpris, a-t-il ajouté, que les sacrifices que nous faisons, surpassent ceux de tous les autres princes de l'Europe ; notre gouvernement s'acquitte en argent, pendant que dans les pays du nord, c'est en donnant des hommes qu'on reconnoit les services militaires.

Cet argument si injurieux à l'humanité, ne devoit pas rendre l'orateur plus favorable ; il a invoqué alors un mot de Sully : Henri IV, a-t-il dit, monte sur le trône,

Tome V.

B b

les pensions des courtisans étoient énormes ; des droits régaliens leur avoient été donnés, & le domaine du prince étoit devenu la proie de l'intrigue. Sully, en réglant les finances, retira les domaines & les droits de la souveraineté, qui avoient été aliénés ; mais quant on l'invita à retirer les pensions accordées par des princes dont la mémoire avoit peu de faveur, ce grand ministre répondit : la bienfaisance des rois doit être immortelle comme leur puissance.....

Ici, quelques voix se sont élevées pour dire que *la justice doit marcher avant la bienfaisance.*

On auroit pu répondre encore à M. l'abbé, par ce mot célèbre, d'un orateur sacré, *la justice est la véritable bienfaisance des rois.*

M. l'abbé Mauri a repris, en disant : « Je pense qu'en examinant les grâces, vous devez respecter les pensions militaires comme un patrimoine sacré où vous ne pouvez toucher..... On vous propose d'exclure les femmes & les enfans des militaires de la réversibilité des pensions ; ce seroit mal réparer le tort que le service peut faire à la fortune d'un père de famille, de faire élever ses enfans aux dépens de l'état, & les veuves dont les maris ont consumé la fortune dans les armées, ont droit à des dédommagemens. Il ne faut pas que le patriotisme aveugle la justice.... On a encore interrompu l'orateur, pour dire *qu'il n'y avoit pas de patriotisme sans justice.*

L'orateur reprenant la parole, a dit que la France avoit eu autant d'années de guerre que de paix, & que les réformes qui en avoient été la suite, étoient une source légitime de pensions. « On propose, s'écrioit-il, d'établir une chambre ardente pour les grâces & les traitemens, pendant que les financiers, les agioteurs & les voleurs de l'état sont tranquilles : il faut nommer un comité qui proportionne les grâces aux services & au grade qu'on aura obtenu. Je crois au surplus toutes les grâces militaires justes : ce n'est pas-là que sont les grands abus... »

L'orateur sentoît bien qu'il défendoit une cause favorable en soutenant la justice des pensions militaires ; mais ce n'est pas cette espèce de bienfait que l'assemblée nationale veut attaquer ; elle est trop juste & trop éclairée pour méconnoître ou pour refuser des récompenses aux véritable défenseurs de l'état ; c'est sur leur injuste distribution qu'elle doit porter une main réformatrice ; c'est sur le militaire inférieur que doivent refluer ces pensions énormes, si souvent à la naissance , & si rarement au mérite ; c'est pour améliorer le sort des bas-officiers & des soldats , qu'elle doit examiner sévèrement la nature des services & diminuer la somme des récompenses. Ce n'est pas dans le cœur des vieux militaires français que les législateurs iront porter l'alarme , & ceux que le sort des combats aura épargné , n'auront pas à se plaindre d'une révolution qui régénère la patrie.

Cette vérité n'a pas échappé à M. l'abbé Maury, lors qu'il a dit : » faut-il que ces vieillards comptent avec l'état, quand ils n'ont pas compté avec l'état pour le servir ? L'âge & la mort feront assez ce que la nature ne peut faire sans injustice. Quant aux autres pensions militaires, ils sont créanciers de l'état, & nous avons mis cette créance sous la sauve-garde de la loyauté françoise ; je ne m'élève pas contre l'examen des autres pensions. Je demande que le comité qui va faire l'examen des pensions du trésor royal , ou autres traitemens , n'oublie jamais dans ses recherches , la noblesse & la dignité de l'assemblée nationale. Que seront trois ou quatre millions d'économie, auprès de trois ou quatre mois de travail & de recherches, pendant que l'humanité sollicite en faveur d'une foule de pensionnaires.

Je conclus à ce que le comité qui sera établi pour la recherche des pensions, excepte formellement les pensions & traitemens militaires ; quant aux autres points de délai, en exceptant seulement les traitemens de mille livres ».

La discussion étoit à ce point, lorsque M. le président a annoncé que les dames de la halle qui sont dans l'usage de se présenter chez le roi le dernier jour de l'an, desiroient se présenter aussi à l'assemblée nationale. Cette proposition ayant été acceptée par acclamation, ces dames, au nombre de sept, ont été introduites à la barre, & leur présence a excité des applaudissemens universels; c'est ainsi que les représentans du peuple devoient accueillir cette partie utile & intéressante de la nation, puisque c'est à elle seule que l'on doit la conservation des dernières traces de la liberté....

« Daignez recevoir nos hommages, a dit avec énergie le chef de la députation, pour le zèle infatigable que vous témoignez pour le bien de la patrie.... En voyant les noms des défenseurs du peuple, nos enfans diront, voilà nos pères.... Nous conjurons le ciel d'accorder des jours sans orages à des têtes si chères & à des citoyens si précieux.... »

Après de nouveaux applaudissemens, M. le président a répondu, que l'assemblée nationale s'occupoit sans relâche du bonheur de tous les citoyens indistinctement, qu'elle recevoit leurs vœux avec autant de satisfaction que de reconnaissance, & qu'elles pouvoient assurer à tous les citoyens que l'assemblée nationale ne perdrait pas un instant de vue le sort & le bonheur de tous les français, & qu'elle les invitoit d'assister à sa séance.

M. l'abbé de Montesquieu a saisi cette circonstance, pour dire que la portion malheureuse des citoyens sembloit justifier d'une manière particulière la sévérité des principes sur les pensions; « mais, a-t-il dit, vous serez justes & sévères à la fois; vous retrancherez ce qui doit l'être, & le patriotisme ne se portera pas sur un seule classe; toutes en son dignes. On vous a proposé de supprimer toutes les pensions & de les recréer ensuite; cette mesure paroit sévère, c'est-à-dire, qu'elles sont mal données. Il seroit plus simple de faire des retranchemens. »

M. l'abbé de Montesquiou a excité ensuite l'intérêt de l'assemblée pour cet âge, qui a inspiré du respect dans tous les temps & chez tous les peuples. Il a même cité ce mot de Polixène dans la tragédie d'Euripide : « *Les vieillards n'ont pas péri sous le fer de vos soldats* ».

L'orateur vouloit qu'on ne fixât point l'âge aux octogénaires ; il a demandé une exception plus étendue pour la vieillesse. Quant aux réductions, il pensoit que celle des trois dixièmes faite par M. l'archevêque de Sens, étoit suffisante ; mais il ne se dissimuloit pas qu'il est des pensions d'un tel abus, qu'elles déshonorent le gouvernement ; & quoiqu'il ait dit qu'on étoit trop heureux de pouvoir les effacer, il desiroit qu'on fit peu de réductions.

« Les morts seront pour nous des moyens de réduction suffisans. Chaque année, chaque mois, chaque jour, feront une réforme en faveur de la chose publique, les révolutions ont été toujours faites dans des temps de barbarie ; il faut que celle-ci se ressent des lumières & de la bienfaisance de ce siècle ; il faut qu'elle soit digne des sentimens d'humanité qui honorent l'assemblée nationale ; je pense qu'il faut retrancher seulement les pensions vraiment abusives ; c'est-à-dire, les pensions de ceux qui n'oseroient pas monter à cette tribune pour en défendre les motifs ; celui qui n'ose pas montrer ses services, est indigne de récompense. »

M. de Liancourt alloit prendre la parole, lorsque l'ordre de deux heures a rappelé une affaire qui intéressoit la caisse d'escompte, & le district des cordeliers. M. Nourissart s'est plaint de la conduite du district, relativement à un fait qui retardoit les opérations de la monnoie de Limoges, & il a demandé un décret qui ordonnât que les matières faïsses fussent rendues (1).

M. Charles de Lameth a prouvé que ce n'étoit-là qu'un

(1) C'étoit des matières d'argent renfermées dans des barils, & que la caisse d'escompte envoyoit à la monnoie de Limoges pour en abriquer des écus.

pur fait de police, qui devoit être dénoncé aux représentans de la commune ; que les plaintes portées contre le district des Cordeliers ne pouvoient jeter de la défaveur contre un district qui avoit tant fait pour la liberté « Je rendrai toujours justice , a-t-il dit , à la ville de Paris ' à qui la France doit sa liberté , ainsi qu'aux districts qui la composent ; je crois que le district est comptable des sommes arrêtées ; mais je fais aussi que l'on doit être tranquille sur le dépôt confié à des mains aussi pures que celle du district des Cordeliers , & j'ose répondre de tout ce qu'il y a dans la voiture. Sans défendre tout ce qu'il y a d'exagéré sur la surveillance du district , je peux dire à tous les amis de la liberté que cette surveillance a été favorable à la révolution ; je demande que M. le président fasse des démarches pour que les matières d'argent soient rendues.

M. de Rochebrune demandoit que l'on prit des mesures pour que de pareils abus ne fussent plus commis à l'avenir.

M. le Coulteux observoit que les administrateurs de la caisse d'escompte s'étoient adressés aux représentans de la commune. « Le district a pu être alarmé parce qu'il a entendu dire ici de l'exportation de l'argent ; le zèle le plus pur peut être égaré. L'envisage la circulation de l'argent dans le royaume , comme aussi nécessaire que la circulation des grains ; elle tend à acquitter les dettes de la capitale , & à subvenir aux besoins du royaume ; consacrez donc ce principe d'une saine administration , que la circulation de l'argent doit être libre dans le royaume. Quant aux métaux arrêtés par le district , & que la caisse d'escompte a fait venir de Hollande & d'Espagne , la monnoie de Paris ne suffit point à la fonte de l'argenterie qu'on y apporte , elle a été obligée d'envoyer à celle de Limoges ; je demande que l'affaire soit renvoyée aux représentans de la commune ou au comité de police , & que M. le président soit autorisé d'écrire que la circulation des espèces est libre dans l'intérieur du royaume ».

M. Barnave a démontré d'une manière très-convincante la nécessité de déclarer n'y avoir lieu de délibérer. L'assemblée, a-t-il dit, autorise à l'archevêché un règlement de police, qui donne à la commune le droit de prononcer sur les affaires des districts. Si un directeur quelconque des monnoies avoit à se plaindre, il auroit épuisé les tribunaux avant de venir au pouvoir législatif ; nous n'avons point de privilège sur les autres citoyens ; il faut donc suivre le cours naturel de la justice, d'ailleurs la commune de Paris est saisie de la connoissance de cette affaire ; ainsi je demande la question préalable.

On l'a mise aux voix, & elle a été adoptée.

Si un militaire pouvoit s'oublier au point de méconnoître ce principe généreux, ce mobile puissant auquel le soldat français fut toujours aussi docile que les officiers. Si un législateur pouvoit perdre de vue qu'en France le dernier des citoyens revêtu d'un uniforme, est aussi sensible à l'honneur que ses généraux, il devroit assurément expier cette faute, & avouer avec franchise qu'il n'a jamais connu le génie français ; l'esprit de l'armée & le cœur du soldat. Mais si ce militaire législateur, en parlant de vices qui quelquefois ont infecté l'armée la plus régulière, a prononcé un nom qui ne sauroit s'appliquer à aucun militaire ; s'il n'a fait que s'élever avec force contre des formes de recrutement évidemment vicieuses, loin de blesser l'honneur des soldats & de leurs officiers par des expressions qu'on voudroit peut-être empoisonner, ces fiers & nobles défenseurs de la patrie doivent applaudir à l'intention d'un homme qui s'oppose à ce qu'on puisse jamais dégrader leur caractère, & altérer leur discipline par un mélange dangereux.

On va voir si ces idées sont déplacées à la tête d'une lettre écrite par MM. les officiers d'un régiment dont le nom rappelle les exploits les plus glorieux, & d'une lettre justificative de M. Dubois de Crancé. Comme ces pièces intéressent particulièrement l'honneur du militaire français

& celui d'un membre de l'assemblée nationale, nous nous imposons la loi de les déposer ici toutes entières ; l'honneur est le seul despote qui peut désormais exister en France.

N O S S E I G N E U R S ,

Nous vous demandons justice du mémoire lu dans une de vos séances, par M. Du Bois de Crancé ; l'esprit de système peut égarer l'ignorance, peut entraîner dans des erreurs ; la méchanceté seule enfante la calomnie. Tout excuse un zèle même indiscret ; rien ne peut affaiblir l'atrocité d'inculpations fausses & odieuses ; le mépris pour l'ouvrage & l'auteur, n'est pas une vengeance suffisante ; l'offense est publique, la réparation doit l'être ; vous vous la devez à vous même, vous la devez à la nation, à l'armée ; l'honneur du soldat demande vengeance : oui, l'honneur. Ce mot n'est point chimérique ; & ces êtres éphémères, qu'on vous a dépeints comme de vils brigands, le rebut de la nation, la lie du peuple, le connoissent bien ; plus, ils le pratiquent. Si le militaire, semblable à tous les corps très-nombreux, voit dans son sein, des individus qui, en deshonorant leur état, souillent l'habit qu'ils portent ; ces individus sont en très petit nombre, pour que quelques exemples isolés puissent donner lieu à des imputations générales, aussi graves que fausses, & l'attention avec laquelle on a de tout temps à se purger des mauvais sujets, soit par les refus de renvoyer, soit en chassant ceux qui s'étoient deshonorés aux yeux de leurs camarades, prouve l'intérêt & le désir qu'on avoit de se tenir purs.

Qui le fait mieux que nous, nosseigneurs ? A portée de voir de près le soldat, de l'apprécier & de l'étudier par la confiance qu'il a généralement en son officier ; nous l'avons vu même, dans ces temps malheureux, où l'on s'efforçoit de persuader qu'une discipline sévère pouvoit tenir lieu de point d'honneur ; nous l'avons vu n'être dirigé que par ce seul principe, & dans ces circonstances,

où toutes les loix réduites au silence sembloient annoncer l'impunité, où l'on sembloit ne chercher qu'à l'égarer; qui a pu le contenir? qui a pu le maintenir dans des bornes que tout paroïssoit l'engager à franchir? qui a pu faire régner l'ordre, la discipline & le respect pour des ordonnances qui avoient été abrogées & qui ne sont encore même remplacées par aucune loi? Ce problème n'est pas difficile à résoudre pour quiconque connoit le soldat français; l'honneur étoit sa loi: il a été frein, le respect pour ses chefs, l'attachement à ses officiers, sa confiance en eux, l'idée qu'il se faisoit du nom de soldat, & de croire qu'il lui imposoit. Voilà ce qui a dirigé les soldats du régiment d'Auvergne; voilà ce qui les a retenus. Nous devons donc à la vérité l'hommage que nous lui rendons, en affirmant que l'honneur, seule base de la discipline, même dans ces temps où on avoit voulu y substituer un autre mobile, n'a jamais cessé d'animer le militaire; nous devons à nos soldats l'assurance publique de la fidélité, de ce qu'a avancé M. de Crancé, quant à leurs sentimens, & quant à leur composition. La plus grande partie d'eux, & l'on peut dire la totalité est prise dans les laboureurs, dans les artisans honnêtes, ou même dans des classes plus relevées, jamais dans le rebut de la société; cette justice, nous la leur rendons, & nous nous contenterons d'observer quant à la verge de fer, seul moyen, selon l'auteur, de mener l'armée, que la discipline sévère fait des esclaves, que l'honneur & l'amour de la patrie sont seuls le soldat français; enfin nous devons à nous-mêmes de repousser la calomnie, qui cherche, en les flétrissant, à nous flétrir nous-mêmes, car la classe des officiers deviendroit la plus vile si elle n'étoit destinée qu'à gouverner des brigands, & notre honneur est si étroitement lié au leur, qu'on ne peut attaquer l'un sans outrager l'autre.

Quoique convaincus que des flâneries entassées, ouvrage de la mauvaise foi & de l'ignorance absolue, n'aient pu faire sur l'esprit du public, & encore moins sur le vôtre,

aucune impression, nous n'en réclamons pas moins votre justice ; nous demandons que le calomniateur rétracte les mensonges dont il a fait retentir des voûtes destinées à ne recevoir que l'impression de la vérité, & pleins de confiance dans votre équité & la justice de notre demande, nous sommes avec un profond respect,

N O S S E I G N E U R S ;

Vos très-humbles, &c. Les officiers du régiment d'Auvergne, de Bois-Jolly, Terillac, Richard, la Tredière, la Gandinière, Rua de Fongatte, Lajani, Fontelle, Gonidec de Olraissan, Rieckeg, Bellefonde, Bord, de Champvallan, de Peirasse, de Miron, Chambellant, de la Reines, de Gueris.

Après avoir fait lecture de cette lettre, M. le baron de Menou a lu celle que M. Dubois de Crancei a adressée à tous les bas-officiers & soldats des régimens composans l'armée française. La voici :

M E S S I E U R S ,

Je ne croyois pas, lorsque j'ai prononcé mon opinion sur l'état militaire, qu'on chercheroit à m'en faire un crime. On a supposé que j'avois dit que *les troupes françaises n'étoient composées que de brigands* : calomnie atroce, par laquelle les ennemis publics ont voulu rendre odieux aux braves guerriers qui consacrent leur valeur à la patrie, un défenseur zélé de la liberté nationale. C'est ainsi que l'aristocratie, expirante sous le poids de l'opinion publique, cherche à se venger de ceux qui l'ont combattue.

J'ai dit que le mode ancien de recrutement étoit mauvais, que les soldats & les autres citoyens étoient tous frères, & que dans les périls de la patrie ils devoient tous concourir à la défendre ; j'ai dit que les troupes devoient être organisées de manière à éviter tout abus d'autorité & tout danger pour la liberté publique ; j'ai dit qu'un soldat français n'étoit pas fait pour l'instrument passif des ordres arbitraires, mais que la base d'une bonne

organisation étoit que de bonnes loix remplaçassent la volonté absolue des chefs , que les punitions infamantes fussent supprimées , que les grades fussent accordés au mérite par le choix libres des camarades ; que les troupes fussent mieux nourries, mieux payées que les recrues de chaque régiment se fussent dans les mêmes cantons, afin qu'un régiment fût composé, en officiers, & soldats, de voisins, de frères, & d'amis. J'ai blâmé l'usage d'envoyer des recruteurs dans les grandes villes, parce que les grandes villes sont le centre des vices. J'ai dit qu'on ramassoit sur le pavé des gens sans aveu, des brigands avec lesquels nous tremblerions d'associer nos enfans ; or, je pense que nos enfans doivent être soldats. Je fais que la discipline & le bon exemple épurent les mœurs, & que tel qui fut libertin dans sa jeunesse peu devenir un excellent sujet : nos régimens en fournissent assez de preuves ; mais tant que ce sujet n'est pas formé, il peut être dangereux à fréquenter pour un jeune homme sans expérience & dans l'effervescence des passions. Voilà ce que j'ai dit & tout ce que j'ai voulu dire ; je respecte trop nos braves militaires, nos soldats-citoyens, pour avoir voulu les ravaler, & je ne puis imputer les imputations que l'on m'a faites à cet égard, qu'à la haine d'une cabale anti-patriotique qui se signale depuis quelque temps par son acharnement à poursuivre les gens de bien. On veut vous exciter contre les amis de la cause publique. On voudroit pouvoir employer votre courage en faveur de ce despotisme sous lequel vous avez si long-temps gémi, & se servir de vous mêmes pour vous donner de nouveaux fers plus pesans que ceux que nous avons tous brisés.

Il est facile, dans l'éloignement, de donner de fausses impressions, & de calomnier les meilleures intentions ; cette considération doit mettre l'homme sage en garde contre les artifices des méchans.

Voulez-vous me connoître, mes camarades, demandez comme je me suis conduit à l'assemblée depuis sept mois,

si mes principes n'ont pas toujours été ceux d'un franc & loyal ami de la liberté française. Allez dans mon pays , cherchez-y un seul homme qui ait à se plaindre de moi , qui ait à me reprocher une seule injustice , & vous pourriez croire que celui qui a fait toute sa vie profession ouverte de respecter, chérir & défendre en toute occasion les droits de l'humanité, seroit injuste envers ses camarades. Vous sentez que cela ne se peut pas , & vous regretterez de m'en avoir soupçonné. Au surplus , lisez mes observations sur la constitution militaire , vous verrez dans quel esprit j'ai parlé à l'assemblée nationale ; vous verrez que mes vœux auxquels je vous proteste que se réunissent ceux de tous les bons citoyens , sont pour que nos braves guerriers deviennent aussi heureux & aussi considérés qu'ils méritent de l'être.

Je suis avec les sentimens & l'attachement les plus véritables , Messieurs ,

Votre très-humble & très-obéissant serviteur ,

Signé DUBOIS DE CRANCEL.

Il étoit déjà bien tard quand les lettres ont été lues , & l'affaire a été ajournée à une autre séance.

N. B. Dans le Point du Jour de la séance du 10 décembre , on a dit , par erreur , que le député de Charleville avoit assuré que l'exportation des grains avoit lieu par Charleville , ou environs , tandis qu'il a dit que l'exportation se faisoit sous de fausses déclarations pour l'approvisionnement du marché de cette ville , malgré la vigilance infatigable de la municipalité.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N^o. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.